

Les pauvres ne devraient pas faire les frais de la crise

La crise économique nous oblige à affronter la précarité chronique et les inégalités préjudiciables. Comment le secteur financier peut-il aider à en supporter le coût?



Barbara Stocking est Directrice d'Oxfam Grande-Bretagne et membre du Conseil d'administration d'Oxfam International.

EN octobre 2009, plusieurs grandes banques ont affiché un redressement remarquable après leurs déboires financiers, en annonçant le retour des profits colossaux et des «méga-bonus». Parallèlement, des chiffres récents indiquent que, dans les pays en développement, la crise économique pousse 100 personnes par minute dans la pauvreté.

Non seulement ce contraste met en lumière une indéniable injustice, mais il fait aussi apparaître d'importants enseignements pour l'avenir.

Premièrement, la sévérité et la durée des effets de la crise sur les plus démunis soulignent à quel point de nombreux pauvres du monde en développement vivent dans la précarité chronique. Ce problème appelle à la fois des solutions durables et des mesures d'urgence. Deuxièmement, la foi aveugle dans la déréglementation et le fondamentalisme de marché s'est révélée être une folie. Enfin, le contraste brutal entre les profits réalisés par ceux dont les actions ont été à l'origine de la crise et la pauvreté de ceux qui ont été décrits comme ses «innocentes victimes» par Dominique Strauss-Kahn, le Directeur général du FMI, conduit à se demander ce que le monde financier peut faire pour compenser le préjudice infligé.

Oxfam International collabore avec des organisations locales dans plus d'une centaine de pays où elle apporte une aide d'urgence en cas de catastrophes naturelles, participe à des programmes de développement à long terme et aide des groupements de particuliers à faire valoir leurs droits et entendre leur voix. Notre travail auprès des populations les plus vulnérables nous permet de constater directement les effets de la crise et de la pauvreté, les progrès déjà réalisés et la nécessité de continuer à agir de façon coordonnée.

Effets sur les populations aux marges de la société

Il est évidemment impossible de brosser un tableau uniforme des effets de la crise qui est de toute façon l'amalgame de la flambée des prix des combustibles et des produits alimentaires et des turbulences financières de ces deux dernières années. Ses répercussions en termes d'investissement,

d'exportations, d'emplois, d'envois de fonds, de flux d'aide et de recettes publiques sont variées. Mais un des aspects essentiels pour Oxfam est que celles-ci sont surtout catastrophiques pour ceux qui sont aux marges de la société, aussi bien dans les pays les moins avancés que dans les pays émergents dynamiques. Ce sont les personnes dont le revenu est égal ou inférieur au seuil de pauvreté et qui ne jouissent d'aucune protection sociale, qui sont les plus vulnérables. C'est particulièrement le cas des femmes qui constituent la majorité des pauvres du monde. Les recherches que nous avons menées dans plusieurs pays révèlent que ce sont elles qui risquent le plus de perdre leurs moyens de subsistance, qu'elles confectionnent des vêtements au Cambodge ou qu'elles ramassent des noix de karité dans le nord du Ghana.

Ces personnes vulnérables sont non seulement celles qui perdent leur emploi, mais aussi toutes celles qui dépendent d'elles. Dans les campagnes cambodgiennes par exemple, 1,5 million de personnes tirent l'essentiel de leurs ressources des envois de fonds des travailleurs partis dans les villes, dont la plupart sont des femmes. Le nombre d'emplois urbains diminuant, les envois de fonds se réduisent. On estime qu'un tiers des travailleurs des secteurs de la confection, de la construction et du tourisme ont perdu leur emploi au Cambodge depuis la fin de 2008, ce qui s'est traduit par une diminution de 30 à 45 millions de dollars EU des envois de fonds vers les zones rurales.

Même lorsque la crise semble toucher surtout les plus nantis, ses répercussions peuvent être encore plus graves pour les plus démunis. Ainsi, selon certains experts, la baisse des envois de fonds de l'étranger vers le Ghana touche surtout les classes moyennes qui sont les plus susceptibles d'en être les destinataires. Mais beaucoup des ménages les plus pauvres du pays bénéficient aussi de ces envois de fonds et, dans ce cas, ceux-ci représentent un quart de leur revenu. Au premier semestre de 2009, les envois de fonds ont diminué de 95 millions de dollars EU par rapport à la période correspondante de 2008. Cela a été catastrophique pour certaines des familles les plus pauvres du Ghana.

Le coût humain

Comment la vie des gens est-elle affectée? Quand les plus démunis voient leurs revenus encore diminuer, ils réduisent leurs dépenses et cherchent à gagner plus. Mais ces stratégies de survie les rendent souvent encore plus vulnérables. Les études effectuées par Oxfam sur l'impact de la crise sur les femmes ont révélé que nombre d'entre elles prennent un deuxième, voire un troisième emploi, ou ont recours au travail informel qui est plus précaire, physiquement plus dangereux et n'offre aucune protection sociale.

Un effet inévitable de la crise est une augmentation de la faim et de la malnutrition, surtout parmi les enfants. Cela a commencé avec la montée en flèche des prix alimentaires en 2007 et 2008; la baisse du revenu des ménages perpétue maintenant le problème même si les prix alimentaires ont tendance à se stabiliser légèrement. Une étude réalisée par Oxfam des effets de la crise a constaté qu'aux Philippines des parents sautaient des repas pour permettre à leurs enfants de manger et qu'au Cambodge les familles faisaient le plus souvent face à la situation en consommant des produits de moins bonne qualité ou en mangeant moins souvent. D'après les projections, la faim dans le monde devrait atteindre un niveau record en 2009, avec un peu plus d'une personne sur six souffrant de la faim quotidiennement.

L'accès aux services est aussi très gravement affecté. Les familles réduisent les dépenses de santé et retirent les enfants des écoles pour joindre les deux bouts, comme l'a montré, par exemple, une étude réalisée en 2008 par Oxfam et Save the Children sur l'effet de l'enchérissement des prix alimentaires au Sahel. Même en des temps meilleurs, le coût élevé des soins de santé, qui touche surtout les tranches inférieures de revenu, est l'un des principaux facteurs de pauvreté dans les pays en développement. Lorsqu'il va de pair avec une baisse de revenus, il en résulte une combinaison fatale.

Se doter de moyens pour mieux résister

Cette situation fait ressortir la nécessité d'accroître les investissements à la fois en répondant aux besoins d'aide d'urgence actuels et en réduisant la vulnérabilité à plus long terme par l'extension de la protection sociale, des soins de santé et de l'éducation. Les programmes de protection sociale ont eu un effet spectaculaire dans des pays comme l'Inde, l'Éthiopie et le Brésil, et la société civile en Zambie, entre autres, réclame des initiatives similaires. En outre, pour éviter que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, ne s'arrête, voire régresse, et que les trajectoires de développement des pays ne soient compromises par le mauvais état de santé et le manque d'éducation de leurs populations, un accès universel et équitable à des services de santé et d'éducation suffisamment dotés en personnel est indispensable. Cela doit comporter, au minimum, un enseignement primaire et des soins de santé gratuits, conçus pour répondre aux besoins aussi bien des femmes et des filles que des hommes et des garçons.

Des gouvernements ont fait de réels efforts pour maintenir et même augmenter leurs dépenses sociales face à la crise. La Chine investit comme jamais dans ses services de santé publique dans le cadre de ses mesures de relance budgétaire. En Amérique latine, la plupart des gouvernements ont adopté une forme ou une autre de politique anticyclique pour atténuer les effets de la crise sur les pauvres et maintenir les dépenses sociales. Le FMI fait état d'un accroissement des dépenses sociales dans la plupart des pays à faible revenu où il met en œuvre des programmes.

Il est capital que ces investissements soient plus qu'un simple palliatif appliqué uniquement tant que la crise économique sévit au niveau mondial. Des investissements soutenus à long terme sont nécessaires pour réduire l'instabilité des revenus des ménages pauvres et mettre en place des services publics plus solides et plus accessibles. La crise a touché surtout les plus pauvres dans les pays en développement non pas parce qu'ils sont les plus directement exposés aux marchés financiers de Londres ou de New York, mais parce que leur accès à des biens essentiels comme la nourriture, l'éducation et les soins de santé était déjà fragile.

Payer le prix

La question du financement se pose inévitablement. Oxfam se préoccupe à la fois des actions à mener et des moyens de les financer. Nous sommes solidaires de ceux qui demandent à leurs dirigeants d'augmenter les investissements sociaux. La situation actuelle rend cela plus difficile : la Banque mondiale estime que la crise a réduit, en 2009, le financement de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et des infrastructures d'environ 11,6 milliards de dollars EU dans les 60 pays les plus pauvres. La communauté internationale devrait réagir notamment en sévissant contre les paradis fiscaux qui font perdre aux pays en développement jusqu'à 500 milliards de dollars EU par an, en soutenant davantage l'expansion de régimes fiscaux progressifs et en adoptant des règles commerciales équitables.

Bien qu'elle ne puisse résoudre à elle seule tous les problèmes, l'aide au développement est aussi indispensable. Oxfam exige sans cesse que les États donateurs respectent leurs engagements en matière d'aide. Les dons et les concours financiers assortis de conditions libérales doivent augmenter et l'aide doit être durable, prévisible, prise en mains par les pays bénéficiaires et accordée sous la forme d'un soutien budgétaire chaque fois que possible. Les États donateurs doivent fournir les ressources promises.

La crise actuelle a permis de mettre en lumière des sources innovantes pour ces financements, les ministres des finances envisageant maintenant sérieusement la possibilité de taxer les opérations financières. Étant donné l'immensité du volume de ces opérations, le montant des recettes obtenues pourrait être énorme : d'après les projections, une taxe de 5 points de base seulement (0,05 %) pourrait permettre de collecter jusqu'à 700 milliards de dollars EU par an tout en limitant les opérations les plus spéculatives. La mise en place d'une taxe de ce type est techniquement possible, ainsi que l'ont souligné des économistes comme Joseph Stiglitz. Elle pourrait, en outre, être appliquée dans certaines juridictions et non dans d'autres, de sorte qu'elle pourrait, par exemple, être mise en œuvre dans la zone euro et au Royaume-Uni même sans qu'elle le soit aux États-Unis et au Japon.

Cette idée a aussi suscité un nouvel élan politique dans la conjoncture actuelle. À Pittsburgh, en septembre 2009, le G-20 a chargé le FMI d'examiner comment le secteur financier pourrait contribuer au coût de la sortie de crise. Nous attendons avec intérêt le lancement de cette étude et de voir sérieusement examinées les solutions envisageables pour une taxation des opérations financières. Une action ambitieuse dans ce domaine par les plus grands pays du monde pourrait dégager des sommes considérables en amputant légèrement les milliards de dollars de bonus et de profits des banques pour calmer la spéculation et produire des recettes qui pourraient permettre aux plus vulnérables de mieux résister aux prochaines crises. ■